



POUR UN SERVICE PUBLIC NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE (ESR) LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE ET ÉMANCIPATEUR

Les syndicats de l'Union CGT FERC Sup, avec leurs militant.es, leurs élu.es et mandaté.es, représentent et défendent les intérêts de l'ensemble des personnels des établissements d'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR).

Le gouvernement Macron déroule un plan d'attaque contre les travailleurs : ordonnances contre le code du travail, la médecine du travail, le droit syndical, les services publics (SNCF, Santé, Justice, sécurité sociale, retraite)... Les 5 millions d'agents de la Fonction publique sont particulièrement ciblés : gel de la valeur du point d'indice ad vitam æternam, rétablissement du jour de carence, hausse de la CSG à 17%, 120 000 suppressions de postes dans la Fonction publique sur le quinquennat. S'y ajoutent les mesures du Comité d'Action Publique 2022 (CAP 22), feuille de route du 1er ministre qui poursuit la destruction du modèle social. Il s'agit d'accélérer la précarisation, qui touche déjà plus de 40 % des agents du secteur, d'accentuer le salaire au mérite, de supprimer les emplois avec transferts de missions au privé, de supprimer des postes et emplois déguisés en - départs « volontaires », et d'attaquer les instances représentatives du personnel, CT, CHSCT, CAP, CPE,... Les incessants plans de restructuration de l'ESR conduisent à la mise en concurrence, à l'intensification du travail, au développement du stress souffrance au travail, à la privatisation et marchandisation... Éloignant de plus en plus les travailleurs des organes de décisions, c'est leur droit à être informés et consultés sur l'organisation du travail qui est mis à mal.



AVEC LA CGT, RASSEMBLONS-NOUS ET AGISSONS !

Par exemple, sans la CGT pas de congés payés en 36, pas de sécurité sociale en 45, pas d'augmentation de 30% du SMIC après 1968...

NOS ACTIONS

Respect au travail : La CGT se mobilise pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour un cadre de travail respectueux du bien-être des salariées et pour le droit à la déconnexion. La CGT défend les conquêtes de l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail (ARTT) quand elles sont menacées. La CGT lutte contre toutes les formes de harcèlement et de discrimination. La CGT défend bec et ongles les droits et intérêts des travailleurs et travailleuses contre les logiques comptables.

Information et défense des garanties collectives : La CGT informe régulièrement les travailleurs et les travailleuses, par tracts ou courriels. La CGT est présente pour assurer la défense des droits et intérêts collectifs des agents face aux problèmes d'organisation de service ou de harcèlement. La CGT vous accompagne dans le déroulement de votre carrière.

Précarité : La CGT veille au maintien dans l'emploi des agents contractuels. La CGT se bat pour que les réformes des grilles des titulaires (bien qu'insuffisante) soient appliquées aux contractuelles. La CGT porte le fer pour lutter contre le recours à l'emploi précaire en le contrôlant et en le limitant strictement.

Fusion et ComUE : La CGT pose les vraies questions sur les risques des restructurations anti-sociales et pathogènes (fusion, ComUE, associations) pour les personnels : mobilité forcée, austérité budgétaire, précarité, remise à plat des obligations de services et modulation, dégradation des conditions de travail, remise en cause des horaires et du droit aux congés.

Contre la LRU d'hier et d'aujourd'hui : La CGT a dénoncé, dès 2007, la loi LRU-Pécresse et les lamentables conséquences que nous connaissons aujourd'hui. La CGT avait anticipé la crise des financements, l'explosion de la précarité, la dégradation des conditions de travail. La CGT dénonce aujourd'hui la régionalisation et la privatisation larvée du service public d'Enseignement supérieur et de Recherche promue par la loi LRU-Fioraso, les ComUEs et la sélection dans le seul but de permettre à la rente de prélever sa dîme et de générer des profits sur ce que la techno-structure appelle le « marché de la connaissance ».

Mobilisations : La CGT participe aux luttes sociales dans une perspective interprofessionnelle POUR les salaires, les retraites, les services publics, l'emploi industriel et CONTRE toutes les discriminations, le chômage de masse imposé aujourd'hui ou demain à toutes et tous, l'haleine fétide de l'extrême-droite, la destruction/marchandisation de l'ESR, la casse des diplômes nationaux et la raréfaction de l'accès aux études supérieures donc la fermeture à l'accès aux hautes qualifications base des garanties et droits collectifs.

NOS REVENDICATIONS

Fidèles aux batailles menées par les travailleuses et travailleurs pour défendre leurs revendications légitimes, **les élus et les élus CGT** dans les Comités techniques continueront à travailler collectivement et dans le respect des principes de la CGT, à **défendre, en toute indépendance** :

Un travail dans un environnement permettant à chacun de se construire et de progresser.

Une révision en profondeur de la grille des salaires afin de combler la perte de 15 % de notre pouvoir d'achat depuis 2000 d'une part et de redonner un sens à l'évolution de carrière avec la garantie pour chaque agent de doubler son salaire réel entre le recrutement et la pension d'autre part.

L'amélioration des conditions de travail de tous les personnels, avec des bâtiments sains et sécurisés, des postes de travail adaptés ou aménagés, des outils efficaces en lien avec le travail réel, que ce soit pour l'enseignement, la recherche ou les services, une restauration de qualité à un tarif accessible, une action sociale et une médecine de prévention dignes de ce nom et enfin le respect de notre dignité au travail.

Des collectifs de travail où les personnels sont informés et écoutés sur l'organisation du travail pour mener à bien leurs missions.

Le maintien d'un Service Public national d'enseignement Supérieur et de recherche, de toutes les disciplines scientifiques, de tous les services et unités de recherche et d'enseignement ; des formations validées par des diplômes nationaux garantissant l'égalité d'accès et de reconnaissance des qualifications sur l'ensemble du territoire.

Consolidation et amélioration du statut de la Fonction Publique d'État des personnels et des statuts particuliers en refusant la politique d'individualisation des carrières et des salaires et la gestion locale des personnels qui détruisent nos garanties collectives.

Un plan ambitieux de création d'emplois de titulaires pour résorber la précarité et répondre aux besoins du service public d'ESR à contrario de la restriction d'accès à l'enseignement supérieur induite par les réformes successives (LRU, RCE, Loi ORE).

La CGT FERC Sup défend depuis toujours, sans relâche, les différents statuts de fonctionnaires de l'État dans le Service public d'Enseignement supérieur et de la Recherche, avec la réaffirmation du concours comme règle de base du recrutement dans la Fonction publique et le maintien de leurs garanties statutaires à gestion nationale ainsi que le cadre général de leur travail dans les établissements. Elle défend les agents contractuels pour leur garantir des conditions de travail et d'emploi satisfaisantes et la titularisation comme objectifs.

NOUS NE VOULONS PAS DES RESTRUCTURATIONS, DE LA CONCURRENCE NI DE LA SÉLECTION. NOUS VOULONS DES POSTES ET DES CRÉDITS RÉCURRENTS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'ÉTUDES !

LE VOTE CGT, UNE NÉCESSITÉ !

CT-MESR • CT-E • CT-U • CAP • CCP ANT

DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 2018

JE VOTE ET FAIS VOTER CGT



Pour votre droit à l'information : www.elections.cgt.fercsupnet



Ne pas jeter sur la voie publique